

114^{ème} CHRONIQUE DU GRAND LARGE

"En matière économique le Vatican ne peut faire de miracles"

Nous sommes 7 milliards d'habitants sur terre depuis aujourd'hui. C'est un bébé né aux Philippines qui vient de marquer ce chiffre. Contrairement aux malthusiens je fais partie de ceux qui se réjouissent de l'accroissement de la population que les catastrophistes ou autres clubs de Rome avaient depuis deux siècles annoncé comme une calamité. Les faits leur ont donné tort car le génie créatif humain a trouvé des solutions.

En fait, réfuter les théories malthusiennes est très simple. Il suffit de constater que chaque être humain produit plus qu'il ne consomme. Donc si on laisse les gens libres d'avoir des initiatives il en résulte des bienfaits.

La conférence des évêques de France vient de publier un document le 3 octobre dont je vous recommande la lecture. On pouvait craindre que le Conseil permanent de la Conférence des évêques, ne s'embarquât comme d'habitude dans des diatribes sur la crise due au capitalisme et à l'argent-roi. Au lieu de cela on trouve une meilleure prise en compte de l'innovation humaine, ce, je cite, *"formidable développement des techniques scientifiques"* qui *"incite à projeter ou même à mettre à exécution des idées qui étaient restées jusque là au stade des rêves ou des cauchemars."* Et surtout une plus grande distance à l'égard des politiques de redistribution et de l'Etat providence.

Voici par exemple une phrase très lucide : *"l'illusion d'une grande distribution des fonds publics continue de masquer les failles structurelles de notre pays et contribue à prolonger le rêve d'une société de consommation sans rapport réel avec les moyens disponibles"*.

Ou encore et surtout cette phrase importante. Je cite : *"le travail demeure une nécessité fondamentale pour la structuration de la personne... une politique économique qui se résoudrait au maintien dans la dépendance vis-à-vis de l'Etat serait contraire à cet impératif."* Il faut saluer ce progrès. Malheureusement la phrase qui suit montre que les évêques ont encore beaucoup de chemin à faire. Je cite *"les autorités publiques doivent créer les conditions... en veillant à l'équité des salaires, des prix et des échanges. L'équilibre de la société exige la correction des écarts disproportionnés de richesse."* Les évêques n'ont toujours pas compris que l'intervention par la législation sur le marché fausse les mécanismes et se retournent contre ceux qui sont supposés

bénéficiaire des largesses du législateur. Ces largesses comme le salaire minimum ou les charges sociales sur les salaires ou les prix plafonnés ou les taxes ont pour effet de créer du chômage donc nuisent aux plus pauvres, aux moins qualifiés, bref à tous ceux que les évêques voudraient favoriser. Pour le reste le document contient de nombreuses observations utiles sur d'autres sujets : l'accueil de la vie ("*l'avortement ne peut en aucun cas être présenté comme une solution pour les mères en difficulté*"), la famille ("*la différence sexuelle de l'homme et de la femme est fondatrice et structurante de tout le devenir humain*"), en matière d'éducation "*le respect de la liberté de conscience, des enseignements respectueux de... la beauté de la vie humaine*" (je signale au passage aux parents qui veulent éviter à leurs enfants l'étude du genre en SVT qu'il est possible d'écrire à l'avance à l'école pour formuler une objection de conscience). Vous trouverez aussi des passages intéressants sur les personnes handicapées, l'euthanasie, la laïcité.

C'est dans le domaine économique que les choses vont de travers. Et elles vont de travers même au Vatican, ce qui est bien triste. En effet le Saint Siège a appelé le 24 octobre à la création d'une "*Autorité publique universelle*" et d'une "*banque centrale mondiale*" pour réguler les institutions financières et éviter les dérives dans cette période de tourmente et d'incertitudes, dans un document de 18 pages. C'est la mise en place d'une autorité supranationale à dimension planétaire et à juridiction universelle qui est ainsi préconisée pour guider les politiques économiques. On trouve dans ce document plusieurs observations contre "*l'idéologie néo-libérale*" et "*l'idolâtrie du marché*".

Je rappelle tout d'abord qu'il n'y a pas "*infaillibilité pontificale*" en matière économique. Le Pape peut se tromper. Ce qui est un peu désolant, c'est de voir tout l'acquis dû à Jean-Paul II dans ce domaine largement affecté.

Dans les quelques minutes qui me restent je voudrais expliquer gentiment et respectueusement pourquoi c'est une mauvaise idée.

Tout d'abord je précise que je n'ai personnellement rien contre la création d'une institution internationale de plus ou même supranationale. Je nage là-dedans avec le droit maritime, et cela ne me pose aucun problème. Si vous admettez une régulation internationale, m'objectera-t-on, pourquoi êtes-vous contre cette proposition du Vatican alors que vous êtes catholique ? C'est que ce n'est pas son caractère international qui est dangereux, c'est son caractère unique et impératif.

Mon objection est d'ordre cognitif et s'appuie sur les théories de Fredrich Von Hayek ("*Droit législation et liberté*"), Michael Polanyi ("*La*

logique de la liberté") et Karl Popper ("*La logique de la découverte scientifique*"). Vous pouvez prendre les meilleurs cerveaux du monde en matière économique (à supposer que cela soit possible, ce dont je doute), les rassembler en un organisme, jamais ils ne trouveront ce que les millions d'acteurs du marché trouvent tout seuls, sans se concerter et sans se connaître. Pourquoi cela ? Parce que la connaissance n'est pas uniquement le résultat d'une rationalité bien dosée, la connaissance est disséminée, dispersée, diffuse, confuse. Nous avons vu les catastrophes communistes qui ont ignoré cette chose.

Si vous figez la connaissance par une régulation impérative, vous figez l'innovation, la recherche, la découverte, qui ne vient pas nécessairement de gens reconnus de l'establishment mais d'inconnus. Qui étaient Steve Jobs ou Bill Gates il y a 40 ans ?

Carmen chantait : "*l'amour est enfant de bohême et n'a jamais jamais connu de loi*". C'est pareil pour l'innovation qui est un processus mystérieux qui ne vient pas des lois ou des études de marketing, qui surgit par hasard du génie créatif humain et qui est stimulé par la concurrence. C'est le deuxième aspect sur lequel il faut insister.

Ce qui fait progresser l'humanité vers l'amélioration, vers le progrès, vers les grandes découvertes, vers la finalité que Dieu nous a assignée, c'est la concurrence. Hayek disait "*il faut voir la concurrence comme un processus par lequel les hommes acquièrent du savoir*". La concurrence met en compétition la créativité des gens et permet ainsi plusieurs solutions, une pluralité de solutions. C'est parce qu'il veut réussir mieux que ses concurrents que tel ou tel va trouver une idée qui lui permettra d'offrir un prix moins élevé à ses clients. Et c'est ainsi que des inventions faites au départ pour des riches comme le frigidaire ou l'avion sont transmises aux autres grâce au capitalisme.

En résumé il faut éviter une règle mondiale unique parce que l'unicité multiplie les risques d'erreurs et de catastrophe. Le 20^{ème} siècle nous l'a démontré.

Patrick Simon

Avocat

Radio Courtoisie 31 octobre 2011